

[Retour au format normal](#)

lefaso.net

Audiences au Premier ministre : Le Togo et la SEMAFO au chevet des sinistrés

mercredi 23 septembre 2009.



Le Premier ministre, Tertius Zongo a reçu en audience, hier mardi 22 septembre 2009, un émissaire du président togolais et le PDG de la SEMAFO. Le ministre d'Etat togolais, Pascal Bodjona dit être porteur d'un message de compassion et de solidarité de ses compatriotes aux Burkinabè, suite aux inondations du 1er septembre. L'émissaire du président Faure Gassingbé et le PDG Benoît La Salle ont respectivement apporté des contributions de 250 et 225 millions de F CFA.

Dépêché par le président Faure Gnassingbé, le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et des Collectivités locales, Pascal Bodjona, reçu par le Premier

ministre burkinabè, dit être venu "réitérer au gouvernement et au peuple burkinabè, la compassion et la solidarité de leurs frères du Togo". Pour lui, son pays a connu l'année dernière, des inondations similaires, mais de dimension moindre que celles qui ont causé d'importants dégâts et fait de nombreux sinistrés. 250 millions de F CFA, c'est la contribution qu'il a apportée mais comme il l'a si bien dit, "en Afrique, ce n'est pas le montant de la contribution qui compte, mais l'expression d'une réelle solidarité qui vient du cœur. Un "modeste" geste de solidarité mais aussi de reconnaissance du peuple togolais à l'endroit de son frère du Burkina qui a toujours été à leurs côtés dans les crises que le Togo a connues". Quant au président-directeur général de la Société d'exploitation minière d'Afrique de l'Ouest (SEMAFO), Benoît La Salle, il est venu du Canada, pour apporter leur soutien en participant au programme d'aide afin de soulager quelque peu le gouvernement dans la prise en charge des sinistrés.

Ce soutien cumulé de la SEMAFO, et la Fondation SEMAFO et de Plan international s'élève à 225 millions. Au cours de l'interview accordée à la presse, l'élection présidentielle togolaise a été évoquée par l'émissaire du président Faure. Pour Pascal Bodjona, les dernières discussions, sous l'égide du président du Faso ont permis la mise en place de la CENI, structure chargée de l'organisation du scrutin sur des bases consensuelles avec un code à adopter, à l'unanimité, par l'Assemblée nationale. Mais comme il l'a lui-même déploré, la mise en place du bureau de la CENI, notamment sa présidence fait l'objet de difficultés avec l'opposition. Pour lui, "le dialogue politique doit être le sous-bassement des discussions". Cette élection présidentielle répondrait à un impératif de délai constitutionnel, à l'opposé des dernières législatives anticipées dont les dates pouvaient aller selon certaines réalités de parcours. "La CENI vient de le confirmer, l'élection présidentielle est prévue pour le 28 février 2010", confie-t-il. Il faut cependant, que des tâches d'ordre technique notamment la révision des listes électorales pour une mise à jour du fichier, reconnaît-il. Il faut également permettre à la CENI, conclut-il, d'accomplir avec sérénité ses tâches pour que l'élection de 2010 soit transparente, démocratique et acceptée de tous.

Jean-Marie TOE

Sidwaya